

ALAIN DIECKHOFF

ISRAËL : LA QUÊTE  
DE LA PAIX

98

**M** AINTENANT QUE LES RENCONTRES entre dirigeants israéliens et représentants de l'OLP sont devenues routinières, le temps où les uns et les autres se vouaient aux gémonies paraît lointain, presque irréel. Et pourtant, les anathèmes mutuels, les combats sanglants n'ont pas manqué au cours des trois dernières décennies, à telle enseigne que le conflit israélo-palestinien apparaissait comme l'archétype du jeu à somme nulle, tout gain de l'un étant payé par une défaite de l'autre. Dans un tel contexte d'irréductible hostilité, la reconnaissance réciproque entre l'État d'Israël et l'OLP constitue un tournant diplomatique proprement révolutionnaire parce qu'il rompt avec la logique de guerre pour instaurer une dialectique de paix fondée sur le dialogue et la négociation. Retournement stratégique de la plus haute importance, et, comme tel, imprévisible, l'ouverture de pourparlers directs ne s'inscrit pas moins dans les évolutions récentes de la scène moyen-orientale.

D'une part, avec l'effondrement du monde bipolaire, et donc la disparition de l'Union soviétique, tuteur des régimes arabes radicaux, les États-Unis se trouvaient désormais en situation d'hégémonie, seul maître du jeu politique.

D'autre part, et indépendamment de la restructuration du système international et de ses répercussions régionales, l'OLP avait progressivement opté, après sa défaite militaire au Liban au cours de l'été 1982, pour une démarche diplomatique, plus pragmatique, ouverte au com-

---

1. Pour une analyse détaillée de la position du PTI, voir Alain Dieckhoff : « Le mouvement travailliste israélien et les territoires occupés », *Revue française de science politique*, octobre 1985, n° 5, vol. 35, p. 909-929.

promis. En novembre 1988, la proclamation d'indépendance de l'État de Palestine, qui admettait officiellement la validité du partage de l'ONU de 1947, était une illustration notable de ce nouveau réalisme.

Enfin, du côté israélien, une maturation politique, plus discrète, mais contestable, avait gagné à la fois une fraction grandissante de l'opinion publique et les formations politiques, libérales et de gauche, désormais convaincues, surtout après le déclenchement de l'*intifada* en décembre 1987, que le contentieux israélo-palestinien ne pourrait jamais être résolu en faisant l'économie de négociations directes avec les Palestiniens et l'organisation représentative dont ils s'étaient dotés, l'OLP. Cette constatation, les décideurs israéliens ne l'ont toutefois faite leur qu'au terme d'un processus extrêmement long qui leur fit comprendre que l'occupation militaire indéfinie de la bande de Gaza et de la Cisjordanie ne correspondait plus à l'intérêt stratégique à long terme d'Israël.

99

Dans son inspiration profonde, la déclaration de principes du 13 septembre 1993 est fidèle à une très vieille idée défendue par le Parti travailliste depuis 1967 : celle du compromis territorial<sup>1</sup>. Avancés dans la foulée de la foudroyante victoire de la guerre des Six Jours, les contours généraux de ce compromis sont simples : en échange d'une paix totale avec ses voisins, Israël est disposé à se retirer des différents territoires occupés, à l'exception de Jérusalem-Est, annexée, et de zones tampons stratégiques (en particulier, le long de la vallée du Jourdain). Toutefois, ce compromis territorial reste, à l'époque, une proposition unilatérale d'Israël qui ne trouve aucun écho dans le monde arabe. Au contraire, sonné par la déroute militaire de juin 1967, ce dernier réaffirme, lors du sommet de Khartoum, une ligne intransigeante fondée sur un triple non : non à la reconnaissance d'Israël, non aux négociations, non à la paix. Même le plus accommodant des chefs d'État arabes, Hussein de Jordanie, qui aurait bénéficié au premier chef d'un tel compromis, puisque la plus grande partie de la Cisjordanie lui aurait été restituée, n'osa pas briser le consensus régnant.

Bien que se voyant opposer une fin de non-recevoir par les États arabes, cette vision israélienne de la paix sera le soubassement du fameux plan Allon, qui servira de guide officieux au Parti travailliste jusqu'à sa défaite électorale de mai 1977.

Si, dès 1967, les travaillistes avaient donc accepté l'équation « des territoires contre la paix », sa résolution était impossible à défaut de consentement arabe. De plus, l'affaiblissement de la gauche minée, après la guerre d'octobre 1973, par une crise de légitimité interne et par

l'activisme colonisateur du *Gouch Emounim* (Bloc de la foi) achevait de rendre cette option impraticable.

Aujourd'hui, elle est au cœur de la stratégie diplomatique d'Israël. Une différence fondamentale distingue toutefois le compromis territorial qui s'ébauche actuellement de sa mouture antérieure : le partenaire avec lequel il est négocié, l'OLP. Que cette « organisation terroriste » qui faisait l'objet d'un rejet quasi unanime dans la société israélienne et que tous les gouvernements, de gauche comme de droite, avaient, au mieux, ignorée, au pire, féroce­ment combattue, soit désormais reconnue comme un partenaire à part entière, est déjà en soi l'indice d'un retournement de la plus haute importance.

En effet, le Parti travailliste avait privilégié jusqu'alors l'option jordanienne, consistant à promouvoir un arrangement avec le roi Hussein et à contourner l'OLP. Quant à la droite, tout entière dévouée à l'idéologie du « Grand Israël », et donc réfractaire à toute rétrocession territoriale, elle préférait clairement la méthode musclée, comme Begin et Sharon en avaient administré la preuve en 1982 en larguant chars et avions à l'assaut du Liban avec l'intention de détruire à jamais l'infrastructure politico-militaire de l'OLP. Pourtant, même affaiblie au cours des années 1980, l'organisation palestinienne demeurait une réalité politique qu'Israël ne pouvait pas totalement réduire. Conscient de cette irréductibilité, le gouvernement Rabin choisit finalement de renoncer à l'anathème qui entourait l'OLP en fonction d'un calcul stratégique relativement simple. L'OLP étant la seule structure politique dotée d'une légitimité suffisante aux yeux des Palestiniens, seule sa participation active permettait de cautionner à la fois le processus de négociation lui-même et le règlement politique qui sera conclu. Cette reconnaissance symbolique de l'OLP intervenait, d'ailleurs, du point de vue israélien, au moindre coût puisque, divisée et minée par des problèmes financiers, l'OLP négociait en position de faiblesse en sachant qu'à court terme elle ne pouvait guère espérer davantage qu'une simple autonomie très encadrée.

Si la résolution définitive du contentieux israélo-palestinien sera encore âpre et disputée, puisque les questions les plus complexes (réfugiés, statut de Jérusalem, implantations juives, tracé des frontières et aménagements de sécurité) ne seront abordées qu'à partir de 1996, la mise en place de l'autonomie à Gaza et à Jéricho ainsi que son extension

---

1. Pour des compléments sur la question des territoires, voir mon livre : *Les Espaces d'Israël. Essai sur la stratégie territoriale israélienne*, Paris, Presses de la FNSP, 1989.

progressive au reste de la Cisjordanie permettent déjà de se faire une idée assez précise du scénario qui se profile. Le gouvernement travailliste est clairement engagé, aujourd'hui, dans le démantèlement de l'administration militaire mise en place en 1967, dans le transfert à l'autorité palestinienne de vastes compétences (fiscalité, éducation, santé...) et dans un processus de rétrocession territoriale. Israël préférerait, idéalement, continuer à contrôler directement certains points stratégiques comme la vallée du Jourdain. Les dirigeants travaillistes n'ont pas non plus abandonné l'idée de voir s'instaurer une fédération jordano-palestinienne qui serait dominée par le roi Hussein, Yasser Arafat jouant un simple rôle de caution politique. Un tel scénario semble toutefois peu crédible à long terme, la dynamique même des accords conduisant à la fois à une extension progressive de l'autorité palestinienne à la quasi-totalité des territoires occupés – à l'exception de Jérusalem qui devrait faire l'objet d'un arrangement particulier – et, comme l'ont reconnu plusieurs officiels israéliens, à la création d'un État palestinien. Un État qui sera, sans doute, largement démilitarisé et qui devra respecter de stricts arrangements de sécurité, mais un État quand même. Dans cette perspective, l'avenir des implantations juives paraît fort compromis. Si elles sont assurées de subsister tant que durera la période transitoire d'autonomie, leur sort à longue échéance s'avère problématique. Lorsque Yitzhak Rabin lui-même a envisagé le démantèlement de colonies juives dans le cadre d'un accord définitif, il n'a fait qu'énoncer la solution la plus cohérente si une entité palestinienne voyait le jour. On voit mal, en effet, des dizaines de milliers de colons, qui furent choyés par les gouvernements successifs depuis près de trente ans, se résigner à vivre sous une autorité palestinienne. Beaucoup d'entre eux – ceux, au moins, qui se sont installés dans les territoires parce que les logements y étaient moins chers – accepteront sans trop rechigner de regagner Israël, pour peu qu'ils obtiennent des compensations financières.

101

Quant à ceux qui sont venus en Cisjordanie pour des raisons idéologico-religieuses, leur départ sera certainement plus difficile à obtenir, mais aussi d'autant plus impérieux que, opposants résolus au processus de paix, ils mobiliseraient toute leur énergie pour le saboter. L'attentat sanglant contre les fidèles musulmans au caveau des Patriarches d'Hébron a amplement démontré la détermination aveugle dont les colons les plus fanatiques étaient capables<sup>1</sup>.

Plus le désengagement israélien s'accélénera et plus l'hostilité au gouvernement s'approfondira (sans nécessairement s'élargir). Ce dur-

cissement ne doit, toutefois, pas être interprété comme un indice de force, mais plutôt de faiblesse. Prise de court par la célérité des développements diplomatiques, l'opposition de droite, minoritaire à la Knesset, n'est, en effet, pas parvenue, pour l'heure, à mettre en œuvre une stratégie alternative. Emmené par Binyamin Netanyahu, un leader qui n'a pas réussi à faire l'unité autour de lui, le Likoud, qui traverse une grave crise financière, n'a guère convaincu l'opinion publique que les accords avec l'OLP constituaient le début de la fin de l'État d'Israël. Après tout, même si les tractations pour aboutir à l'accord Gaza/Jéricho (mai 1994) ont été difficiles, sa mise en place s'est plutôt bien déroulée. Ainsi, la coordination entre la police palestinienne et l'armée israélienne fonctionne tout à fait honorablement, ce qui est déjà un exploit étant donné le contentieux entre l'OLP et Israël.

102

Même si doute et scepticisme sur la viabilité à long terme de l'accord avec l'OLP s'expriment parfois chez les Israéliens – en particulier après des attentats –, la majorité d'entre eux (environ 60 %) continuent, par conviction ou par résignation, à approuver les choix de Rabin. Ce dernier conduit d'ailleurs sa politique avec un mélange de fermeté et de prudence. La circonspection est d'autant plus nécessaire que le gouvernement dispose d'un soutien législatif fragile. Certes, il peut compter sur une majorité de blocage à gauche forte de 61 voix (sur 120 sièges), mais uniquement grâce à l'apport des 5 voix provenant du Parti communiste et du Parti démocratique arabe. Si, sur le plan de l'arithmétique parlementaire, cette majorité, même étroite, est suffisante, sur le plan de la légitimité interne, le fait qu'un gouvernement, engagé dans des concessions territoriales, dépende de deux formations politiques représentant les Arabes israéliens est plus malaisé à faire admettre. D'où l'obstination de Rabin, pour l'heure non couronnée de succès, à élargir sa coalition en y intégrant un parti de droite ou le parti sépharade, *Shas*, ultra-orthodoxe d'un point de vue religieux, mais politiquement modéré. Rabin doit être d'autant plus précautionneux qu'à l'intérieur même du Parti travailliste les voix discordantes sont nombreuses. Récemment s'est constituée au sein du groupe parlementaire une faction, baptisée « Troisième Voie », qui rassemble 18 députés (sur 44). Son programme est simple : veiller à ce que le gouvernement n'aille pas au-delà du plan Allon et, donc, empêcher toute concession sur le Golan, dans la vallée du Jourdain et dans le Grand Jérusalem. Or, si le compromis territorial qui s'esquisse se concrétise effectivement, il sera, selon toute vraisemblance, beaucoup

---

1. *Le Temps de la paix*, Paris, Odile Jacob, 1994.

plus large. Ainsi, Y. Rabin a-t-il d'ores et déjà affirmé que, si la Syrie acceptait une normalisation complète de ses relations, l'État hébreu était prêt à restituer le plateau du Golan à Damas, pour peu qu'il soit démilitarisé et soumis à une forme de contrôle international. Si un tel scénario se précisait, nul doute que le gouvernement aurait à affronter non seulement une opposition déchaînée, mais aussi une contestation interne très forte. D'où les infinies précautions avec lesquelles les responsables israéliens avancent sur ce dossier pour lequel ils se sont engagés à organiser un référendum avant tout règlement définitif.

La réflexion, en cours, sur le sort à réserver au Golan en cas d'accord avec la Syrie, illustre bien la validité persistante de l'axiome « la paix en échange des territoires » qui fut, pour la première fois, mis en application lors du rapprochement avec l'Égypte. En 1979, Israël ne gagna la paix avec l'Égypte (et, par là, sa neutralisation militaire) qu'en acceptant de restituer l'intégralité de la péninsule du Sinaï, y compris le minuscule kilomètre carré de l'enclave de Taba, près d'Eilat. On voit mal comment ce précédent pourrait être ignoré avec la Syrie, un adversaire autrement coriace, qui voit dans la récupération du Golan une affaire d'honneur national.

103

De la même façon, la conclusion du traité de paix définitif avec le royaume hachémite de Jordanie, à la suite de la proclamation de la fin de l'état de guerre en juillet 1994, dépendit, entre autres, du règlement d'un contentieux frontalier portant sur 380 km<sup>2</sup>.

L'importance de la question territoriale dans les négociations actuelles montre combien le slogan de la droite « la paix contre la paix » (c'est-à-dire la paix sans compromis territorial) était à la fois démagogique et, potentiellement, belligère. Certes, la restitution des territoires occupés n'est pas, en elle-même, une garantie de stabilité de l'ordre régional, mais elle constitue, à l'évidence, un préalable indispensable, sans lequel aucune normalisation des relations d'Israël avec ses voisins ne serait envisageable.

La fin de la belligérance aura des conséquences importantes pour Israël, mais sans doute pas là où beaucoup les attendent. Certes, on verra peut-être bientôt des Israéliens à Pétra ou, un peu plus tard, à la grande mosquée de Damas. Cette liberté de mouvement marquera symboliquement le terme de l'ostracisme dont Israël a été l'objet depuis un demi-siècle, mais il est loin d'être sûr qu'elle annonce le début d'une

---

1. Positions défendues, par exemple, par le romancier David Grossman et le professeur Itamar Even-Zohar de Tel-Aviv.

véritable intégration d'Israël dans la région. Les plus optimistes – et Shimon Pérès en fait partie – prévoient déjà la constitution d'un marché commun moyen-oriental qui permettra une prospérité sans égale<sup>1</sup>.

Il n'est bien entendu pas interdit d'imaginer que l'instauration de la paix libérera de nouvelles potentialités de développement, mais il convient de se garder de tout optimisme excessif. Les différents partenaires arabes craignent en effet, par-dessus tout, d'échapper à la suprématie militaire d'Israël pour se retrouver sous sa domination économique. Cette crainte est particulièrement forte chez les Palestiniens qui, dans la phase de construction de leur souveraineté nationale, chercheront précisément à réduire une dépendance déjà extrêmement importante vis-à-vis d'Israël. L'essor d'une coopération, voire d'une intégration régionale, est un objectif vers lequel il faudra, idéalement, tendre, mais les conditions politiques ne s'y prêteront que très progressivement.

104

Si les répercussions économiques de la pacification du Proche-Orient seront lentes, les conséquences internes de la fin des hostilités pour la société israélienne seront plus immédiates. Une fois disparue, ou au moins réduite, la menace extérieure, Israël se trouvera en effet confronté à toute une série de problèmes touchant à son identité nationale. Le premier, le plus brûlant, concernera les 800 000 Arabes israéliens. L'émergence d'une entité palestinienne ne pourra que reposer à nouveaux frais la question de leur statut ambigu. Leur intégration citoyenne en Israël sera-t-elle facilitée ou, au contraire, handicapée par l'apparition d'un pouvoir palestinien ?

Deuxième problème d'importance : la normalisation d'Israël dans la région donnera un relief nouveau à la question, jamais tranchée, des rapports entre État et judaïsme. Là aussi, l'ambivalence inhérente à Israël, démocratie libérale où la religion a une fonction sociale reconnue, demandera sans doute à être levée.

Cette clarification aura inévitablement des implications sur les rapports entre l'État hébreu et la diaspora : quel sens aura le projet sioniste, une fois l'État admis à part entière dans le « club moyen-oriental » ? L'insertion régionale sera-t-elle « payée » par une dissociation grandissante entre Israël et les Juifs de la diaspora ? Beaucoup, en Israël, le pensent et certains vont jusqu'à proposer qu'Israël entre résolument dans l'ère post-sioniste en abolissant la loi du retour qui accorde automatiquement la citoyenneté israélienne à tous les Juifs (et à certains de leurs descendants) qui s'installent en Israël<sup>1</sup>.

Israël ne pourra, toutefois, se colleter avec son identité problématique que si la paix s'instaure durablement. Or, on peut légitimement se

---

demander si Israël n'a pas obtenu l'apaisement sur un front – avec des États arabes et une OLP gagnés par le réalisme politique – au moment où se profile à l'horizon un adversaire fermé à tout esprit de conciliation et animé d'un antisionisme rabique : l'islamisme radical. Hier menacé par le nationalisme arabe, désormais sur le reflux, Israël le serait demain par la déferlante islamiste. L'accord historique avec les Palestiniens et le rapprochement avec les États arabes n'auraient alors apporté à l'État juif qu'un répit provisoire, et non une paix authentique.

105

---

## R É S U M É

---

*La signature des accords Israël-OLP en septembre 1993 est l'aboutissement d'une maturation politique du Parti travailliste qui, s'il est resté fidèle à l'idée du compromis territorial, entend désormais la réaliser, non plus avec la Jordanie, mais avec la centrale palestinienne. Ce changement stratégique rencontre de fortes oppositions de la part de la droite et des colons, mais sans qu'elles puissent entamer la détermination du gouvernement. Ce dernier, qui dispose d'une majorité parlementaire précaire, doit néanmoins faire preuve de prudence, surtout dans ses négociations avec la Syrie. Si le processus actuel aboutit bien à l'instauration d'une paix authentique, le visage de la société israélienne en sera profondément transformé.*